

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722 av de Colmar  
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 13/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EAU47 Nazareth Nérac**

997 Avenue du Docteur Jean Bru  
Bâtiment B  
47000 Agen

Références : PV/SM/UbD24-47/2025/184  
Code AIOT : 0100299377

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement EAU47 Nazareth Nérac implanté 992 Chem. de Baccara 47000 Agen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action de contrôle de sites utilisant du chlore gazeux, menée suite à des incidents en France et en Italie impliquant ce produit dangereux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EAU47 Nazareth Nérac
- 992 Chem. de Baccara 47000 Agen
- Code AIOT : 0100299377

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de production d'eau potable de Nazareth, à Nérac, réceptionne du chlore gazeux en bouteilles qui sont acheminées vers d'autres sites de traitement ou utilisées sur place. Elle est classée à ce titre sous le régime de la déclaration avec contrôle.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection rappelle l'obligation de déclarer tout changement d'exploitant, notamment en cas de changement d'entité juridique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12	Demande d'action corrective	2 mois
6	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Traitement des fuites	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7	Sans objet
5	Connaissance	Arrêté Ministériel du 17/12/2008,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des produits - étiquetage	article 3.3	
9	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2	Sans objet
10	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'absence de contrôle périodique réalisé par un organisme agréé est une non-conformité qui fait l'objet d'une proposition de mise en demeure adressée à Monsieur le préfet.

Des non-conformités pouvant être corrigées rapidement et ne présentant pas de dangers ou inconvénients immédiats pour les intérêts protégés mentionnés au L.511-1 du code de l'environnement sont détaillées dans le tableau des constats. Elles concernent :

- l'absence de justification d'une température inférieure, en permanence, à 50°C dans le local chlore ;
- l'absence de formalisation d'un état des stocks et d'un plan des produits dangereux ;
- l'absence d'une procédure pour le traitement des fuites ;
- l'absence de test et vérification du détecteur de chlore gazeux, ainsi que d'une consigne décrivant les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Quantité de produits stockés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  vérification de la quantité totale maximale au regard de la quantité totale déclarée ; - vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement
<b>Constats :</b>  Le site accueille jusqu'à 6 bouteilles de 49kg - 2 en service et 4 en stockage - soit 294kg. L'installation relève du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Contrôle périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a jamais fait procéder au contrôle de l'installation par un organisme agréé. Ce fait constitue une non-conformité au point 1.1.2 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie, dans un délais d'un mois, des démarches entreprises pour la programmation d'un contrôle périodique de l'installation réalisé par un organisme agréé. Ce contrôle est réalisé dans un délais de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore. Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
<b>Constats :</b>  En séance, l'exploitant présente le rapport de vérification initiale des installations électriques n°9144A/24/2912 daté du 30/08/2024 et établi par une entreprise spécialisée en application de l'article R. 4226-14 du code du travail. Au jour de la visite d'inspection, la vérification périodique 2025 n'est pas encore réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.
<b>Constats :</b>  Les bouteilles de chlore sont entreposées sans maintien ni autre dispositions évitant leur chute et les chocs. Suite à la visite, l'exploitant a transmis une photographie attestant la création de systèmes d'arrimage évitant la chute des bouteilles.  L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.  Ce fait constitue une non-conformité au point 2.12 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met en place un moyen permettant de maintenir, a minima justifier, que la température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Connaissance des produits - étiquetage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente la fiche de données de sécurité du Cl <sub>2</sub> établie par son fournisseur de chlore. L'inspecteur constate que les bouteilles de chlore font l'objet d'un étiquetage figurant notamment les dangers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Etat des stocks de produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose des données indiquant la nature et la quantité de produits dangereux détenus, mais ces informations ne sont pas compilées dans un registre ou document à même d'être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées <u>et des services d'incendie et de secours</u> . L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des stockages à annexer à l'état des stocks.  Ces faits constituent des non-conformités au point 3.5 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met en place les moyens de satisfaire les exigences de l'article 3.5 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Traitement des fuites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque de fuite

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant définit les moyens de traitement et d'isolement des réservoirs défectueux ou fuyards et y consacre une procédure spécifique.[...]</p> <p>L'exploitant dispose a minima d'une cloche de sécurité permettant de confiner une fuite localisée sur le robinet du récipient.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis une photographie attestant que le site est doté d'une valise floquée "cloche sécurité bouteille".</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une procédure dédiée au traitement et à l'isolement des réservoirs défectueux ou fuyards.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité au point 4.1 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 17décembre 2008.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en place les moyens de satisfaire les exigences de l'article 4.1 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Systèmes de détection

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local</p>



d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le local accueillant les bouteilles de chlore est équipé d'un détecteur affichant une mesure en centième de ppm.</p> <p>Ce détecteur ne fait pas l'objet de vérifications tous les trois mois, ni d'un suivi consigné dans un registre.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une consigne décrivant les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces faits constituent des non-conformités au point 4.3.1 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 17décembre 2008.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné.</p> <p>L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un chloromètre est fixé directement sur le robinet de chacune des deux bouteilles de chlore en service.</p> <p>Un stock de joints neufs est entreposé dans le local chlore. L'exploitant déclare que les agents procédant au remplacement des bouteilles sont "habilités chlore" et que le joint d'étanchéité est remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.</p> <p><u>L'inspection demande la transmission des habilitations chlore gazeux des agents du site.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le local est uniquement destiné au stockage du chlore.  Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité.  « La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.
<b>Constats :</b>  Le local contient uniquement des bouteilles de chlore, lesquelles ont une capacité unitaire de 49 kg. Les bouteilles qui ne sont pas en service sont équipées d'un chapeau résistant au choc, d'un bouchon de protection visé et scellé par un film plastique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite